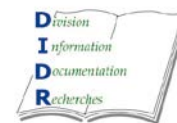


15 juin 2020



Traitement réservé aux militants de la société civile depuis l'élection de João Lourenço

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Résumé : Depuis son élection en août 2017, le président João Lourenço entend mettre fin à la culture d'impunité régnant en Angola. Le pays montre des signes de progrès en matière d'indépendance de la justice, de liberté de rassemblement et d'expression. Toutefois, deux ans de mandat ne sauraient mettre un terme à plusieurs décennies d'impunité. Les forces de sécurité ont continué de se livrer à des arrestations arbitraires, des détentions illégales, des mauvais traitements contre des groupes d'opposition et de la société civile.

Abstract: Since his election in August 2017, President João Lourenço has expressed his willingness to end the culture of impunity prevailing in Angola. There have been signs of progress in the field of justice, freedom of speech and freedom of assembly. Nevertheless, security forces have continued to carry out violent arbitrary arrests, illegal detentions, and inflict ill-treat to opposition activists.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Une politique volontariste et des signes d'ouverture

Le 4 février 2017, le président José Eduardo Dos Santos, qui dirigeait le pays depuis 1975, renonce à se présenter à l'élection présidentielle. João Lourenço est désigné candidat du parti de gouvernement, le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA). Les élections – générales et présidentielle – du 23 août 2017 se déroulent dans un calme relatif. João Lourenço est élu président du pays à 61% des suffrages¹.

Depuis l'élection de Lourenço, un vent d'optimisme souffle sur l'Angola. De vastes campagnes anti-corruption sont menées à travers le pays. La législation est réformée pour incorporer les crimes économiques, de larges enquêtes sont effectivement menées au sein des organes de l'Etat. De nombreuses personnalités politiques et proches de l'ancien président Eduardo Dos Santos sont inculpées, à l'image de son fils José Filomeno Dos Santos et de sa fille Isabel Dos Santos².

Les institutions judiciaires montrent des signes progressifs d'autonomisation à l'égard du pouvoir politique, selon *Human Rights Watch*³. La justice prend davantage fait et cause pour les défenseurs des droits, la société civile, les militants d'opposition.

En juillet 2018, le fondateur du site *Maka Angola* Rafael Marques de Morais et l'éditeur de l'hebdomadaire *O Crime* Mariano Bras sont finalement acquittés par un tribunal de Luanda.

Les journalistes avaient été accusés en juin 2017 de « calomnie d'une autorité de l'Etat » et de « dénigrement d'un organe d'Etat » après la publication d'un article de Rafael Marques de Morais mettant en cause le procureur général du pays dans une affaire de corruption⁴.

A la même époque, la Cour suprême ordonne la relaxe de trois activistes condamnés un mois plus tôt par le Tribunal provincial de Malange à sept mois de prison. Ils avaient été arrêtés en avril 2018 pour avoir prétendument jeté des pierres sur le convoi du gouverneur de Malange à l'occasion d'une visite du vice-président de province dans la région⁵.

En matière de droits civils et politiques, *Human Rights Watch* fait état d'un environnement « moins restrictif ». Journalistes et organisations de défense des droits humains reconnaissent des progrès en matière de liberté d'expression et de liberté de la presse⁶. Selon le Département d'Etat américain, les autorités ont autorisé un nombre croissant de manifestations anti-gouvernementales⁷.

Elles ont également exprimé la volonté d'entamer un dialogue avec la société civile afin de diminuer les interférences avec son travail, explique *Freedom House*. En décembre 2018, une rencontre est organisée entre le président et les porte-voix de la société civile à l'image de Luaty Beirão^{8 9}.

¹ Jeune Afrique, 26/09/2017, [url](#)

² United States Department of State (USDOS), 13/03/2019, [url](#)

³ Human Rights Watch (HRW), 17/01/2019, [url](#)

⁴ Amnesty International (AI) 22/02/2018, [url](#) ; Freedom House, 04/02/2019, [url](#) ; HRW, 17/01/2019, [url](#)

⁵ HRW, 17/01/2019, [url](#)

⁶ Global Voices, 08/11/2019, [url](#)

⁷ USDOS, 11/03/2020, [url](#)

⁸ NDLR : Luaty Beirão est un rapporteur engagé dans la lutte anti-corruption et la défense des droits humains en Angola. Il entame une grève de la fin en octobre 2015 pour alerter la communauté internationale sur sa situation et celle des 16 autres militants poursuivis comme lui pour rébellion et association de malfaiteurs après avoir participé à un atelier de lecture sur un ouvrage du politologue Gene Sharp consacré à la résistance non-violente. Condamné en mars 2016, Luaty Beirão est finalement libéré en juin 2016 et les charges sont abandonnées.

⁹ Freedom House, 04/02/2019, [url](#)

Les autorités prennent publiquement acte des violences policières dénoncées par les la société civile et enjoignent les victimes à porter plainte et à saisir le Défenseur des droits¹⁰. Ainsi, plusieurs militants ont déposé plainte pour violences policières après avoir été blessé lors de leur arrestation en octobre 2019¹¹.

2. La persistance d'une culture de l'impunité

Malgré les efforts fournis par les autorités angolaises, les arrestations arbitraires et les détentions illégales de militants se poursuivent à la faveur d'un climat d'impunité persistant¹².

Les militants de l'opposition sont plus souvent confrontés aux forces de sécurité et leurs rassemblements plus souvent dispersés que les rassemblements pro-gouvernementaux. Le risque sécuritaire ou l'absence d'autorisation sont les principaux motifs invoqués par les autorités pour interdire ou réprimer ces manifestations, explique le Département d'Etat américain¹³.

Le 26 mai 2018, des activistes sont empêchés par les forces de sécurité de participer à un rassemblement commémorant le 41^{ème} anniversaire d'une manifestation de l'opposition qui s'est soldée en 1977 par la mort de nombreux opposants. Un manifestant est gravement blessé. L'intervention violente des forces de l'ordre est largement condamnée par l'opposition et par *Amnesty International*, rapporte le Département d'Etat américain¹⁴.

En juillet 2019, sept activistes sont arrêtés pour « désobéissance civile » à Lobito, dans la province de Benguela, alors qu'ils protestaient contre le manque d'eau dans la ville¹⁵.

En août 2019, les forces de police font usage de gaz lacrymogène et de chiens contre des manifestants rassemblés devant le Parlement à Luanda. Les militants étaient réunis devant le Parlement pour demander la tenue prochaine d'élections municipales simultanées dans toutes les communes du pays¹⁶.

En septembre 2019, vingt-trois personnes sont arrêtées en marge d'une manifestation réprimée par la police à Luena, dans la province de Moxico. Le rassemblement, qui avait été déclarée au préalable aux autorités par ses organisateurs, avait pour objet d'interpeller le Président, en visite dans la région, sur le climat de corruption, la mauvaise gouvernance et le chômage dans la province¹⁷.

Les forces de sécurité continuent de se livrer à un usage excessif de la force et à des mauvais traitements¹⁸. Pour l'activiste Jeremias Benedito, qui répondait en 2019 aux questions de *Deutsche Welle*, les pratiques policières utilisées pour réprimer les manifestants (gaz lacrymogène, chiens-policiers) sont similaires à celles utilisées sous José Eduardo Dos Santos¹⁹.

Le 16 septembre 2017, Dias Casa Mbata est retrouvé mort dans une station de police de Luanda au lendemain de son arrestation. L'autopsie pratiquée sur le corps révélera de

¹⁰ USDOS, 13/03/2019, [url](#)

¹¹ VOA, 16/10/2019, [url](#)

¹² Global Voices, 08/11/2019, [url](#) ; HRW, 14/01/2020, [url](#) ; USDOS, 13/03/2019, [url](#) ; AI, 08/04/2020, [url](#)

¹³ USDOS, 11/03/2020, [url](#)

¹⁴ USDOS, 13/03/2019, [url](#)

¹⁵ HRW, 14/01/2020, [url](#) ; AI, 08/04/2020, [url](#)

¹⁶ HRW, 14/01/2020, [url](#)

¹⁷ AI, /04/2020, [url](#) ; HRW, 14/01/2020, [url](#)

¹⁸ AI, 08/04/2020, [url](#) ; HRW, 14/01/2020, [url](#)

¹⁹ Deutsche Welle, 28/10/2019, [url](#)

multiples fractures du crâne, ainsi qu'un bras cassé. Le ministère de l'Intérieur promet l'ouverture d'une enquête pour déterminer les circonstances de la mort²⁰. Le 1^{er} mars 2019, onze militants et parents de détenus sont interpellés lors d'une manifestation réclamant une amélioration de conditions de détention pour les prisonniers. Parmi les onze personnes arrêtées, sept ont dû être hospitalisées après avoir été battues par les forces de l'ordre²¹. Le 10 août 2019, Manuel Tanto Mutyito décède dans la prison de Sao Nicolau Prison, dans la province de Namibe. Il avait été incarcéré le jour même après avoir été accusé de vol. D'après un parent, le corps du détenu portait les marques de mauvais traitement. La police a annoncé l'ouverture d'une enquête²².

Human Rights Watch a également critiqué une pénalisation de la diffamation, apparu avec la réforme du Code pénal en janvier 2019, craignant qu'elle puisse être utilisée contre les voix critiques et les journalistes²³.

En outre, les autorités ont parfois laissé entendre que les manifestations étaient organisées par des personnalités politiques connues de services de sécurité dont le but était de déstabiliser le pays²⁴. Cette rhétorique a été vivement critiquée par les figures de la société civile à l'image de Luaty Beirão²⁵.

En mai 2019, le militant révolutionnaire Hitler « Samussuku » Tshikonde est interpellé avec sa mère et détenu pendant 72 heures pour « insulte au président » après la publication sur les réseaux sociaux d'une vidéo dans laquelle il réaffirmait sa conviction de « s'opposer au [président] de la même façon qu'ils s'étaient opposés à Dos Santos s'il continuait à cibler des militants pacifiques »²⁶.

La législation relative aux organisations non-gouvernementales complexifie beaucoup leur enregistrement administratif. Elles peuvent également faire l'objet d'intimidations et de harcèlement lorsqu'elles travaillent sur des sujets réputés sensibles comme la corruption ou les droits humains, en particulier dans les provinces, explique le Département d'Etat américain²⁷.

Enfin, les mouvements pro-séparatistes demeurent la cible des forces de sécurité. Le 14 avril 2018, six militants du Mouvement du Protectorat de Luanda Tchokwe dont le secrétaire du mouvement Antonio Castro Cassongo, sont enlevés alors qu'ils participaient à un atelier de formation à Cassongo. Leur présence est signalée six jours plus tard dans la prison de Cafunfo par un commandant de police. Ils sont immédiatement libérés. Le secrétaire du mouvement a dénoncé des mauvais traitement pendant sa détention²⁸.

Le 17 novembre 2018, les forces de sécurité auraient ouvert le feu en direction de manifestants du Mouvement du Protectorat de Luanda Tchokwe à Cafunfo, dans la province de Lunda-Norte, faisant au moins un blessé. Plusieurs dizaines de personnes ont été également interpellées²⁹. Le 10 août 2018, treize militants pour l'indépendance du Cabinda sont arrêtés alors qu'ils participaient à un débat public sur l'autonomie de la région. Ils sont finalement relaxés après que la Cour eut conclu à la légalité du rassemblement³⁰.

²⁰ USDOS, 20/04/2018, [url](#)

²¹ AI, 08/04/2020, [url](#)

²² USDOS, 11/03/2020, [url](#)

²³ HRW, 11/04/2019, [url](#)

²⁴ USDOS, 13/03/2019, [url](#)

²⁵ Global Voices, 09/12/2019, [url](#)

²⁶ HRW, 14/01/2020, [url](#) ; Global Voices, 09/12/2019, [url](#)

²⁷ USDOS, 11/03/2020, [url](#)

²⁸ USDOS, 13/03/2019, [url](#)

²⁹ USDOS, 13/03/2019, [url](#)

³⁰ HRW, 17/01/2019, [url](#)

Entre le 28 janvier et le 1er mars 2018, soixante-quatre militants pour l'indépendance du Cabinda sont arrêtés après avoir manifesté leur intention d'organiser le 1^{er} février 2018 une manifestation pour le 134^{ème} anniversaire de la signature du Traité de Simulambuco³¹. Soupçonnés de rébellion, ils sont progressivement relâchés³². En mars 2018, dix militants qui exigeaient la libération de leurs camarades incarcérés sont également arrêtés en marge d'un rassemblement³³.

³¹ Le traité de Simulambuco est un accord signé en 1885 qui plaçait le royaume de Ngoyo – l'un des trois royaumes qui constitue le Cabinda – sous la protection du Royaume portugais. Ce traité a été utilisé par la couronne portugaise pour revendiquer ses droits sur le Cabinda au moment de la Conférence de Berlin.

³² AI, 08/04/2020, [url](#); HRW, 14/01/2020, [url](#); USDOS, 11/03/2020, [url](#)

³³ USDOS, 11/03/2020, [url](#)

Bibliographie

Sources consultées entre le 18 mai et le 15 juin 2020.

Institution nationale

USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2019 - Angola, 11/03/2020, <https://www.ecoi.net/en/document/2027468.html>

USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2018 - Angola, 13/03/2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2004135.html>

Organisations non gouvernementales

AI, Review of 2019 : Angola [AFR 01/1352/2020], 08/04/2020, <https://www.ecoi.net/en/document/2028262.html>

HRW, Human Rights Watch: World Report 2020 - Angola, 14/01/2020, <https://www.ecoi.net/en/document/2022780.html>

HRW, Submission for the Universal Periodic Review of Angola – Mars 2019, 11/04/2019, <https://www.hrw.org/news/2019/04/11/submission-universal-periodic-review-angola>

Freedom House, Freedom in the World 2019: Angola, 04/02/2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2008145.html>

HRW, World Report 2019: Angola, 17/01/2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2002152.html>

Médias

Global Voices, Les militants angolais continuent de faire face à la répression, 09/12/2019, <https://fr.globalvoices.org/2019/12/09/242477/>

Global Voices, Les réformes du président angolais ont un impact positif sur les médias – mais des limites persistent, 08/11/2019, <https://fr.globalvoices.org/2019/11/08/241513/>

Deutsche Welle, Repressão de protestos em Angola: Regresso ao passado?, 28/10/2019, <https://www.dw.com/pt-002/repress%C3%A3o-de-protestos-em-angola-regresso-ao-passado/a-51028427>

VOA, Manifestantes vão apresentar queixa contra polícia angolana acusada de brutalidade, 16/10/2019, <https://www.voaportugues.com/a/manifestantes-v%C3%A3o-apresentar-queixa-contrapol%C3%ADcia-angolana/5126567.html>

Jeune Afrique, Angola : Joao Lourenço investi président après 38 années de pouvoir de José dos Santos, 26/09/2017, <https://www.jeuneafrique.com/477230/politique/angola-joao-lourenco-investi-president-apres-38-annees-de-pouvoir-de-jose-dos-santos/>